

La condition des travailleurs en U.R.S.S.

Les Assurances Sociales

D'APRES les articles de la presse sur le bien-être « croissant » des ouvriers en U.R.S.S., la carte maitresse de la propagande stalinienne, ce sont les Assurances Sociales. Effectivement, les assurances sociales ont été l'une des plus grandes conquêtes des ouvriers soviétiques ; mais voici ce qu'elles sont devenues sous le signe stalinien.

Salaire de l'ouvrier

Tout le monde sait, et cela est même établi par les statistiques officielles, que l'ouvrier soviétique gagne en moyenne de 120 à 150 roubles par mois. De cette somme il faut déduire les cotisations au syndicat, les versements à l'Emprunt, aux assurances sur la vie et diverses souscriptions. Cela signifie que l'Etat retient à l'ouvrier soviétique de 15 à 25 % de son salaire. Voilà comment l'ouvrier moyen ne reçoit que 110 à 130 roubles par mois sur un salaire nominal de 150.

Sur cette somme, s'il a une chambre ou un lit, il doit payer 20 à 30 roubles pour son loyer, et pas moins de 5 roubles pour les transports ; il ne lui reste plus, pour toutes ses dépenses, que 75 à 100 roubles par mois, pour la nourriture, le chauffage, les vêtements, les sorties et divers besoins culturels.

Conditions d'existence

Que peut-il faire avec cette somme ? On peut acheter avec cela soit 4 ou 5 kg. de beurre, 40 ou 50 kg. de pain gris, soit, par exemple, une paire de chaussures avec des semelles de caoutchouc. L'ouvrier aura peine, avec cela, à se nourrir trois fois par jour de pain. Le menu est toujours le même, pain noir et eau bouillante, illusion du thé, sans thé ni sucre ; mais encore ne faut-il pas oublier que, depuis longtemps, les grands magasins à bon marché sont fermés, et que les prix sont désormais les mêmes pour tout le monde.

Il est évident qu'un tel régime de nourriture et de vie affaiblit considérablement l'ouvrier. D'un autre côté, par un piège nouveau, le mouvement stakhanoviste, il est demandé à l'ouvrier, dans toutes les usines, l'augmentation des normes de la production — produire davantage sans augmentation de salaire — et cet effort affaiblit l'ouvrier sans lui donner de compensation, il tient le coup jusqu'au jour où il tombe et va à la consultation.

L'infirmier de l'usine

Là, après une attente de plusieurs heures, le médecin lui refuse son admission s'il a moins de 38 degrés de température, — il n'est alors pas considéré comme malade et doit retourner au travail ; et à l'usine, pour ne pas avoir accompli la norme de production, il est marqué au tableau de blâme.

Il n'est pas étonnant que l'ouvrier, lassé et écoeuré, se mette à boire pour oublier, pour étouffer le cafard. Mais il n'a pas assez d'argent pour acheter de la vodka (à 12 roubles le litre). Alors il achète de l'alcool dénaturé, qui le rend malade, et retourne à l'infirmier où on le traite de simulateur, d'alcoolique et d'ennemi du socialisme, puis on le chasse de l'usine avec un carnet où toutes les fautes commises et blâmes reçus sont notés, et pendant six mois, il n'a plus la possibilité de trouver du travail. L'ouvrier soviétique, cet ouvrier « heureux », pour lequel « le bien-être augmente de jour en jour et d'heure en heure », est jeté à la rue. Evidemment, il n'a pas pour subsister de l'argent mis de côté, il n'en est pas question. Il vend les quelques hardes qui lui restent chez lui, celles de sa femme, de ses enfants, il boit jusqu'à en perdre la raison et crève d'inanition dans la rue.

Ainsi, les assurances sociales délivrent la production des simulateurs, des alcooliques et des « saboteurs ».

Où il est question des véritables malades

Si l'ouvrier qui se présente à la consultation a 40 degrés de température, il a droit à un lit à l'infirmier. Il doit alors s'y présenter, faire des heures de queue avant d'être reçu par le docteur. Le médecin de service voit de 70 à 80 malades par jour. Il est aisé de comprendre qu'il ne puisse les ausculter convenablement et formuler un diagnostic sérieux. Voilà pourquoi, sur toutes les fiches, le diagnostic porté est identique : « Etat fébrile ; restera couché ». Avec le bulletin d'admission, les médecins fournissent une ordonnance standard, préparée à l'avance. Les bulletins sont délivrés avec parcimonie, parce que les médecins doivent, sur leur fiche de contrôle, diminuer le nombre des malades.

Là aussi, les crimes sociaux sont couverts d'une enseigne démagogique, on diminue le nombre des malades non pas par des mesures prophylactiques, non pas par des améliorations dans les conditions de la vie, ni par de véritables soins donnés aux malades, mais par la suppression des bulletins.

Si un médecin imprudent délivre trop de bulletins, il est à son tour inscrit au tableau de blâme comme saboteur, on l'appelle au comité local, on lui dit qu'il reçoit des simulateurs, des saboteurs, des alcooliques, ennemis du socialisme, — et comme le médecin veut vivre, lui aussi, le nombre des bulletins qu'il distribue par la suite diminue.

Revenons à l'ouvrier, libéré de son travail pour raison de maladie et non admis à l'infirmier, il retourne à la maison et suivant les indications du médecin, doit se mettre au lit ; il n'a pas d'argent pour payer des visites particulières du même médecin qui, pour 20 à 25 roubles, est prêt à l'examiner sérieusement ; il se couche sur le poêle et reste là sans soins jusqu'au jour où on le rappellera au travail.

L'assurance-maladie

Pendant la période où il est malade, l'ouvrier reçoit 50 % de son salaire s'il n'est pas syndiqué, 60 % s'il est inscrit au syndicat et 100 % s'il a deux années de présence dans la même usine, et les médicaments lui sont alors payés.

Mais, pour le personnel de maîtrise, ingénieurs, techniciens, ouvriers qualifiés, les conditions de nourriture et de logement sont plus avantageuses. Les ouvriers qualifiés et les techniciens moyens gagnent de 400 à 1.500 roubles par mois ; de plus, il leur est presque partout fourni gratuitement, par la direction, la nourriture dans des restaurants qui leur sont spécialement affectés ; ils reçoivent aussi, si on les juge dignes de l'épithète d'« émérités », des primes chaque mois, sous un prétexte ou un autre ; s'ils tombent malades, ils sont admis dans des cliniques réservées où ils sont soignés par des médecins plus expérimentés que ceux de l'infirmier d'usine.

Les sanatoria et maisons de repos

Le personnel de maîtrise a encore droit, après maladie, à une convalescence passée dans les maisons de repos ou sanatoria d'Ukraine et du Caucase. Les séjours y sont payants.

Quant aux ouvriers, les assurances sociales ne leur délivrent de bulletins de séjour gratuits que pour des sanatoria de banlieue.

Même si l'ouvrier, gagnant environ 120 roubles par mois, pouvait recevoir un bulletin de séjour pour une maison du Caucase, il n'aurait pas la possibilité de s'y rendre, les frais de voyage étant de 400 à 500 roubles, et la pension de 1.100 à 1.700 roubles. Seuls quelques ouvriers stakhanovistes connus l'obtiennent.

Dans l'usine où j'ai travaillé en 1937, sur 2.000 ouvriers, il n'a été délivré que six bulletins de séjour pour des maisons de repos dans la banlieue de Moscou. Dans ces maisons, les dortoirs sont de 10 à 30 lits. On y est très mal nourri, mais on y reçoit au moins du pain à volonté ; les ouvriers vont très volontiers dans ces maisons ; si mal qu'on y soit, ils s'y trouvent beaucoup mieux qu'à la maison : la maison de repos est le seul lieu où l'ouvrier n'ait au moins pas faim.

Le voyage ne coûte que quelques roubles, la femme de l'ouvrier peut s'y rendre les jours de congé ; son mari lui donne le pain et le peu de nourriture qu'il a pu mettre de côté pour elle. Les demandes d'admission sont par centaines pour quelques places, et pour être reçu, il faut s'être précédemment conduit en « bon ouvrier ».

Quant aux célèbres villes d'eaux et stations de Ialta, Soctchi, Sébastopol, toutes les maisons y sont réservées aux membres du Comité Central, de l'Exécutif, aux hauts fonctionnaires du Guépéou, à l'Etat-Major militaire, aux écrivains célèbres, mais fermées aux ouvriers comme aux paysans ; c'est en 1927 qu'on commença à les éliminer, et depuis 1932, ces stations sont entièrement consacrées au repos et à la villégiature des hauts fonctionnaires et de leur famille. Et des différences visibles y soulignent le rang de chacun.

Les hôpitaux

Il est vrai que durant ces dix dernières années, on a construit des hôpitaux en U.R.S.S., mais destinés aux fonctionnaires des diverses administrations.

Les meilleurs hôpitaux de Moscou, l'hôpital du Kremlin, l'hôpital Botkine, sont mis à la disposition des membres du gouvernement, les autres réservés aux hauts fonctionnaires de l'Administration.

Le nombre d'hôpitaux destinés aux ouvriers n'a pas augmenté depuis 1927-28, malgré la croissance de la population dans les villes. Le niveau de ces hôpitaux est tout à fait bas, ils manquent de l'hygiène la plus élémentaire, les couchettes de malades empiètent les couloirs. Ils manquent de linge et les médicaments y sont en quantité insuffisante, et pour le personnel, la situation a encore empiré, la direction des hôpitaux étant prise par des carriéristes ayant fait leurs preuves de « loyalisme » envers Staline. Et entre ces « fidèles » agents, la solidarité joue ; on vole les produits alimentaires destinés aux malades, le linge, etc..., on présente des bilans faussés, des notes sur des aménagements imaginaires ; les « vieux » le voient mais se taisent, car dénoncer ces prévarications serait se perdre eux-mêmes.

Même dans ces misérables hôpitaux, il est difficile d'être admis. Il y faut parfois des semaines d'attente. Un ouvrier atteint de hernie grave et devant être opérée, dans l'usine où je travaillais, dut attendre 40 jours son tour d'opération et, pendant ce temps, il dut travailler. Un autre, atteint d'appendicite purulente, reçut de l'infirmier un bulletin d'admission immédiate, mais même avec ce bulletin, il dut attendre trois jours, les hôpitaux étant comblés, et mourut le jour de son admission. Atteint d'une crise cardiaque, un chauffeur

d'usine mourut dans le tramway, sur le chemin du retour, après refus d'admission à l'hôpital. Les malades, pour faire place aux nouveaux patients, doivent quitter l'hôpital trois jours après l'opération.

Tel est, brièvement esquissé, le tableau de l'assurance-maladie en U.R.S.S.

(Extraits traduits du « Bulletin de l'Opposition » russe, mai-juin 1938, n° 66/67.)

Les vacances ne sont pas une trêve à la lutte des classes

NOTRE appel a été entendu et compris par un certain nombre de camarades puisque nous pouvons, cette semaine, « sortir » six pages.

Mais, compressés à l'extrême, les frais restent lourds et frais d'expédition, papier, impression posent le problème difficile et toujours renouvelé de nos ressources.

Pas de vacances pour les camarades chargés de l'administration !

Mais si chaque lecteur de notre journal consent, lui, un effort régulier et soutenu, proportionné à ses possibilités, notre tâche est grandement facilitée.

Ne vous est-il pas possible, même pendant les vacances, de rechercher un nouveau lecteur, un nouvel abonné ? de prendre quelques exemplaires supplémentaires pour les « oublier » dans le métro, l'autobus, ou même chez le coiffeur... et si vous êtes au village, d'en afficher les pages en bonne place, en prenant soin de les barrer de deux traits bleus ou rouges et de les timbrer ?...

Ne vous est-il pas possible aussi de prélever sur vos menues dépenses quotidiennes la pièce de quarante ou cent sous qui constituera chaque semaine votre phalange ?



Il faut bien souligner aussi que les vacances ou la canicule, ou ces deux raisons conjuguées, influent singulièrement sur le volume de la correspondance ouvrière. Le « Coin du Prolo » a échappé aux lois de la dilatation !

Mais le patronat, lui, même en vacances, n'oublie pas la lutte de classe. Faites comme lui ! Utilisez à fond votre journal de classe ; qu'il soit bourré de faits recueillis à l'usine, à la caserne, au village et dans la rue. Il suffit de regarder pour voir.

Et de ne pas attendre au lendemain pour nous écrire !

L'or de la banque d'Espagne n'a pas été restitué à la « République »

Telle est la sentence dictée par le Tribunal français, constituant un nouveau succès pour le gouvernement de Franco.

Le Tribunal a donné sa sentence sur la question des quarante tonnes d'or de la Banque d'Espagne déposées à la Banque de France, et réclamées par les autorités de Burgos et de Barcelone. Le Tribunal a décidé que l'or restera déposé à la Banque de France. (« El Correo Español »). Telles sont les conséquences de la politique de « non-intervention » des démocraties et de l'U.R.S.S.